MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMERIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 7– 14 avril 2021

En bref

LE CHIFFRE À RETENIR

-57,9%

Baisse de l'arrivée des touristes internationaux en février 2021

En février 2021, les arrivées de touristes internationaux au Mexique ont chuté de 57,9 %, par rapport à la même période de l'année précédente, selon les données de l'Institut national de la statistique et de la géographie (INEGI). Selon l'enquête sur les voyageurs internationaux (EVI) de février 2021, près de 1,1 M de touristes étrangers sont arrivés dans le pays et les dépenses touristiques ont enregistré une contraction de -67,2% g.a (712 MUSD, contre 2,2 Mds USD en février 2020).

Zoom sur la restructuration du système de sécurité sociale panaméen.

Pendant 6 mois, un dialogue social a été mené entre les différents partenaires afin de présenter à l'exécutif des pistes de réformes potentielles. Alors qu'aujourd'hui la situation financière du système de sécurité sociale panaméen (CSS) est plus que critique, le pays semble être divisé sur la réforme à mener pour enrayer les déficits annuels, rechercher des fonds suffisants et rendre possible le paiement des pensions de retraites. Divisé en plusieurs sous-catégories, le déficit de la caisse de sécurité sociale provient largement de la sous-catégorie *Invalidité, Vieillesse et Décès.* Les différentes pistes de réforme aujourd'hui sur la table, touchent à la fois à des ajustements paramétriques (durée de cotisation, âge légal de départ à la retraite, taux de cotisation) comme à des réformes systémiques (mettre fin au système de prestations définies et promouvoir un système mixte de retraite dans lequel l'épargne individuelle serait consacrée). Par ailleurs, la gouvernance et régulation du système de sécurité sociale posent question et se présentent également comme deux items importants de la réforme. Certaines voix plaident en effet pour un changement de structure en transférant à la caisse d'épargne et de retraite par capitalisation des fonctionnaires (la Siacap), la gestion de l'ensemble du système de sécurité sociale

aujourd'hui aux mains de la CSS. En parallèle, la création d'une entité faisant office de Surintendant des retraites, permettrait de superviser et réguler le système.

Mexique

1. COVID-19

A la fin de la journée du 14 avril, le Mexique enregistrait 210 812 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +2,53% en deux semaines. 2 291 246 cas confirmés ont été enregistrés (+1,30% en deux semaines).

La pandémie poursuit sa baisse au Mexique, avec des niveaux désormais en deçà de l'été dernier, mais avec une hausse récente dans certains Etats qui sont repassés en feu orange. Le gouvernement mexicain a passé un contrat pour avoir accès à 234M de doses de vaccins, selon une annonce du Ministre des finances et du crédit public. Cela dépasse largement les besoins pour vacciner l'ensemble de la population adulte.

2. FINANCES PUBLIQUES

La réforme fiscale sur laquelle travaille le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP) n'augmenterait pas les impôts, mais comprendrait des mesures visant à augmenter la part des recettes fiscales sur le PIB. La réforme aurait pour objectif d'atteindre 16% de recettes fiscales sur le PIB d'ici la fin du mandat présidentiel (contre 14,4% en 2020), avec des mesures telles que la réduction du coût de la formalisation du travail informel, l'élargissement de la base des contribuables imposables et une hausse de la collecte (jusqu'à 2 points de PIB supplémentaires) de l'économie numérique.

Le service de la dette devrait poursuivre son augmentation en 2021 et 2022. Bien qu'en 2020 le coût financier de la dette publique soit plus faible que prévu initialement (34,5 Mds USD, contre 33,5 Mds USD en 2019, soit une augmentation de 2,9% g.a), le Secrétariat des finances et du crédit public (SHCP) prévoit un rebond du service de la dette en 2021 (à 36 Mds USD, soit +4,6% g.a) et en 2022 (à 38,3 Mds USD, +6,1% g.a). Les experts alertent sur les pressions des marchés financiers sur les taux d'intérêts. Suite au lancement du plan de relance étatsunien, le taux des obligations souveraines américaines a bondi, suivi par un rebond des taux des obligations souveraines du Mexique. Ainsi, le taux d'intérêt de l'obligation mexicaine à 10 ans a atteint 7%. Si cette hausse se poursuit, l'augmentation du service de la dette mexicaine pourrait être encore plus forte que prévu.

3. ECONOMIE

L'Institut Mexicain de Cadres de la Finance (IMEF) améliore ses perspectives de croissance pour le Mexique et estime à présent une croissance de l'ordre de 4,5% du PIB en 2021, contre 4% prévu en mars. La vitesse de la vaccination, la croissance américaine et la reprise du marché du travail ont notamment contribué à l'amélioration des perspectives de croissance. L'IMEF anticipe également un taux d'inflation annuel à 4% (3,9% en mars) et un taux directeur stable à 4% (contre 3,75% anticipé en mars).

Le secteur de la construction a connu une croissance de 2,5 % g.m en février 2021, sa plus forte hausse depuis octobre 2020, selon les données de l'Institut national des statistiques et de la géographie (Inegi). Cependant, en comparaison annuelle, la construction reste en dessous du niveau pré-pandémique, à -5,3% g.a.

Au T1 2021, les investisseurs étrangers ont diminué leur détention de la dette publique mexicaine de 5,3 Mds USD. Selon les données de la Banque centrale (Banxico), le solde de la dette

détenue par les étrangers s'élevait à 89 Mds USD, contre 94 Mds USD au T4 2020 et 100 Mds USD au T1 2020 (-11,6% g.a). Cette baisse peut être expliquée par une plus forte aversion au risque du fait de la recrudescence de la pandémie du COVID-19.

Le taux d'inflation s'établit à 4,67 % g.a en mars 2021, son niveau le plus élevé depuis décembre 2018. L'IPC a dépassé la fourchette de Banxico (3% +/- un point de pourcentage) en raison de la hausse des prix énergétiques et des denrées alimentaires. En décembre 2018 le taux d'inflation avait atteint 4,83% g.a. L'indice des prix des produits de base (exclut les produits à forte volatilité de prix) a connu une hausse de 4,12% g.a, la plus élevée depuis février 2018 (lorsqu'elle avait atteint 4,27% g.a).

Les récentes pressions inflationnistes ont influencé la dernière décision du Conseil des gouverneurs de la Banco de Mexico (Banxico), qui a décidé à l'unanimité de maintenir le taux d'intérêt directeur à 4 %. Les derniers chiffres de l'Inegi affichent un taux d'inflation annuelle à 4,67%, qui dépasse la fourchette de Banxico. Les membres du conseil ont donc réaffirmé qu'ils agiront avec prudence et précaution lors des prochaines réunions.

L'Institut mexicain de la sécurité sociale (IMSS) a indiqué lundi qu'en mars 2021, 88 771 emplois formels ont été récupérés (meilleur chiffre depuis mars 2018). Toutefois, la création d'emplois en mars reflète un ralentissement par rapport à février, lorsque 115 287 nouveaux emplois formels avaient été enregistrés. Les travailleurs formel dépassent donc en mars 2021 le seuil des 20 M d'emplois, niveau qui est toujours en dessous de 2,2% du niveau d'avant COVID-19.

4. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La députée de Morena Reyna Ascencio a proposé au parlement un impôt numérique de l'ordre de 7% sur la consommation audiovisuelle numérique de services proposés par les entreprises étrangères telles que que Netflix, Apple TV ou Disney+, entre autres. Le texte propose aussi de faire payer une taxe supplémentaire de 15% aux entreprises étrangères du numérique qui ne soient pas établies au Mexique.

5. ACTUALITES AGRICOLES

Près de 84% du territoire mexicain fait face à une situation de sécheresse. Il s'agit selon la Conagua de la pire crise enregistrée depuis 2012, année qui avait été considérée comme la plus sèche en sept décennies. La sécheresse extrême affecte en particulier des Etats qui sont parmi les principaux producteurs de maïs, haricot, avoine, avocat, pomme de terre, tels que Durango, Zacatecas, Guanajato, Michoacan, Guerrero, Querétaro ou Etat de México. La Conafor fait état de 66 incendies actifs dans le pays.

Un organe national destiné à réguler le prix du café pourrait être mis en place. La création d'une telle structure était une promesse de campagne du Président et fait l'objet d'un projet de Loi présenté par un Sénateur au Congrès. A ce jour 180 000 producteurs de café bénéficient d'un programme du Gouvernement avec des aides directes. Mais à l'inverse d'autres productions comme le maïs aucun prix plancher n'a été mis en place. Frappée par une maladie fongique, la production de café mexicain a fortement chuté dans les dernières décennies jusqu'en 2015. Le café certifié bio est lui en forte augmentation.

Indicateur	Variation sur deux semaines	Variation sur un an glissant	Niveau 14/04/2021
Bourse (IPC)	+0,99%	+42,75%	48 371,64 points
Taux de change USD/MXN	-1,38%	-16,73%	19,93
Taux de change EUR/ MXN	-0,46%	-8,37%	23,87
Prix du baril mexicain	+6,20%	+296,27%	60,63

Amérique centrale

1. Région

La coordinatrice de la Maison Blanche pour la frontière sud des Etats-Unis, Roberta Jacobson, a annoncé travailler sur un projet de transfert d'argent pour les migrants issus des pays du Triangle nord afin de réduire l'immigration vers les Etats-Unis. Le gouvernement n'a cependant pas précisé les modalités de ces transferts. Dans ce même objectif d'endiguer l'immigration en s'attaquant aux défis structurels des pays, le gouvernement américain prévoit par ailleurs plusieurs dons de vaccins pour accélérer le plan de vaccination de ces trois pays. Selon le New York Times, seuls 1% de la population du Guatemala et du Honduras ont été vaccinés

2. Costa Rica

60% des travailleurs indépendants gagnent moins que le salaire minimum costaricien. Près de 500 000 travailleurs sont indépendants au Costa Rica, catégorie socioprofessionnelle pour laquelle le salaire est faible comparativement aux heures travaillées (parfois plus de 40 heures/semaine), et la protection sociale quasi-inexistante (67% des travailleurs indépendants ne sont pas affiliés à la sécurité sociale). Actuellement est en cours d'application un nouveau règlement offrant la possibilité aux travailleurs indépendants de cotiser auprès de la caisse de sécurité sociale, leur permettant ainsi d'obtenir une couverture sociale. La nouvelle cotisation des travailleurs indépendants tiendrait compte non seulement du revenu du travailleur indépendant, lequel est généré par le service fourni, mais également des loyers, allocations et gains en capital de celui-ci. Une première étape semble être franchie, mais les travailleurs indépendants appellent à ce que la réglementation s'adapte davantage à la réalité du monde du travail. Alors que le salariat reste aujourd'hui la catégorie socioprofessionnelle majoritaire, l'émergence du travail indépendant interroge la capacité des pouvoirs publics à mettre en place des législations protectrices, indépendamment du statut du travailleur.

L'accord entre le FMI et le Costa Rica promeut les partenariats publics-privés (PPP) comme principal outil financier au service de la relance économique du pays. En plus de permettre une reprise de l'activité économique, les PPP génèreront une augmentation de l'emploi et par conséquent des revenus des ménages. Mettre en place des partenariats publics-privés permettra au Costa Rica d'accéder à de nouvelles ressources pour financer de nouveaux projets d'infrastructure.

Les entrepreneurs dans le secteur du tourisme exigent des banques costariciennes un moratoire sur les intérêts de crédit tant que le pays n'atteint pas les 160 000 visiteurs mensuels. Aujourd'hui, la situation financière des entreprises du secteur touristique est critique, beaucoup sont en effet dans l'incapacité de rembourser leurs prêts. Des pourparlers entre les représentants du secteur du tourisme et les banques sont en cours. Les arrivées de touristes

internationaux au Costa Rica ont chuté de 83% durant les deux premiers mois de l'année 2021, comparativement à 2020. Par ailleurs, en plus du moratoire, les entreprises touristiques demandent aux entités bancaires un véritable assouplissement des exigences institutionnelles, ainsi que le gel des recouvrements judiciaires.

3. El Salvador

Le pays a débuté les négociations avec le FMI pour l'octroi d'un prêt de 1,3 Md USD sur 36 mois avec une période de grâce de 5 ans. Ces fonds permettraient au Président de financer des projets emblématiques tels que le nouvel aéroport ou le « Train du Pacifique ». En échange El Salvador devra se soumettre aux recommandations du FMI en matière d'orthodoxie budgétaire. L'institution prévoit une croissance de 4,2% du PIB pour le pays en 2021.

L'agence S&P a maintenu les notes souveraines de long et court termes à respectivement B- et B avec perspective stable. L'agence précise cependant que ces estimations prennent en compte l'importante aide externe que le pays recevra face à une situation fiscale très détériorée. S&P souligne par ailleurs la hausse du risque de gouvernance.

4. Guatemala

Les exportations guatémaltèques vers l'Union européenne ont atteint 977 MUSD en 2020 (en baisse de 10% g.a.), représentant 8,4% des exportations du pays. L'année 2020 marque un coup d'arrêt après une hausse de 20% entre 2014 et 2019, conséquence directe de l'accord d'association UE-Amérique centrale. L'ambassadeur de l'UE au Guatemala a précisé que les exportations européennes à destination du Guatemala ont atteint 1,2 Md USD en 2020 soit 6,3% des importations guatémaltèques.

Deux nouvelles compagnies aériennes ont initié leurs opérations au Guatemala. *Frontier Airlines* et *Jet Blue*, deux compagnies américaines à bas coûts, ouvriront deux nouvelles lignes avec des vols respectivement vers Miami et New York. Ces deux compagnies viendront renforcer l'offre dans le pays, s'ajoutant aux dix compagnies déjà présentes qui effectuent actuellement entre 20 et 25 vols hebdomadaires pour un taux de remplissage moyen de 60%.

Le directeur de la Chambre des aliments et boissons (CGAB) a réaffirmé la nécessité d'accélérer le processus d'union douanière du Triangle nord. El Salvador, bien qu'ayant adhéré à l'union, ne l'a pas encore mis en œuvre alors que le Honduras et le Guatemala ont déjà implémenté des facilités de passage et s'orientent vers la libre circulation des marchandises. Le Guatemala a exporté 768 MUSD de denrées alimentaires en 2020 dont 48% destinées à l'Amérique centrale.

5. Honduras

Le Superintendant de la Commission nationale bancaire a annoncé le soutien du secteur au plan de reconstruction gouvernemental avec la mise à disposition de 375 MUSD de crédits. Ces fonds seront alloués au gouvernement *via* l'allocation à certains projets par un comité d'éthique indépendant.

Le Honduras se maintient comme 5ème exportateur mondial de café en 2020 malgré une baisse de sa production de 15%. Cette baisse est principalement due au passage des deux ouragans en novembre 2020, affectant près de 50% de l'activité de récolte à cette période. Avec 642 000 sacs pour la récolte 2020-2021, le Honduras se place derrière le Brésil, le Vietnam, la Colombie et l'Indonésie. Le café compte pour 20% des exportations honduriennes en 2020 à 870 MUSD.

6. Nicaragua

Les Investissements directs étrangers se sont effondrés de 64% g.a. en 2020, passant de 503 MUSD à 182 MUSD selon la Banque centrale. L'institution précise que les revenus générés par des IDEs ont diminué de 40% atteignant 481 MUSD. Les IDEs atteignent leur point le plus bas de ces cinq dernières années, après avoir atteint 1 Md USD en 2017.

Paul Herbert Oquist Kelley, ministre des politiques nationales et proche du Président Ortega, est décédé ce mercredi 14 avril de la Covid-19. Paul Oquist a occupé durant sa carrière de nombreux postes de représentation du Nicaragua sur la scène internationale, lui valant le surnom de « chancelier ». Il a notamment occupé des postes de décisions auprès des Nations Unis (principalement au PNUD), du Groupe de l'Amérique latine et des caraïbes et des différents accords climatiques. Paul Oquist, ayant la double nationalité américaine et nicaraguayenne, était perçu par la communauté internationale comme un point de contact privilégié avec le pays, en proie à une crise politique et sociale depuis 2018.

7. Panama

La Direction Générale des Impôts panaméenne espère recouvrir 50 M USD grâce à la nouvelle amnistie fiscale, consacrée par la loi 208 d'avril 2021. Cette nouvelle législation remplace une loi (n°99) de 2019 relative à une amnistie fiscale entre octobre 2019 et février 2020, et reflète la culture fiscale établie ces dernières années au Panama. Les contribuables auront en effet jusqu'au 31 aout 2021 pour régulariser leur situation et payer leurs impôts dus au 31 janvier 2021. L'amnistie vise à inciter les contribuables à payer leurs impôts, le paiement de ces impôts étant concomitant à une remise de 85% des pénalités et surtaxes accumulées pour retard de paiement.

La Chambre Maritime de Panama (CMP) demande au Président Cortizo de s'opposer au projet de loi relatif à la modification de la législation de 2008 sur les ports de Panama. Alors que la nouvelle législation des ports panaméens a été approuvée par l'Assemblée Nationale, l'organisation représentative des entreprises portuaires de Panama s'insurge contre la volonté de cette loi, qui est, de réviser le salaire minimum des travailleurs des ports (10 000 emplois directs et indirects sont concernés). La Chambre rappelle que les salaires minimums sont aujourd'hui réglementés par le Code du Travail de la République de Panama et qu'en ce sens, appliquer une législation parallèle au Code du Travail représente selon ses termes « une entorse à l'ordre juridique national ».

Caraïbes

1. République Dominicaine

Les transferts de fonds de migrants ont atteint un niveau record en mars 2021, totalisant 95 M USD. La Banque centrale de la République dominicaine a indiqué qu'au cours du mois de mars, ces transferts de fonds ont augmenté de 91,3%g.a., soit une augmentation de 475 M USD par rapport au même mois de 2020. La plupart des envois de fonds (87%) provenait des États-Unis, dont les conditions économiques de plus en plus favorables ont permis d'atteindre ce nouveau record. Un autre facteur favorisant cette évolution a été le remboursement d'impôts de la part du gouvernement étatsunien aux mois de mars et avril, qui a changé le revenu disponible des Dominicains vivants aux Etats-Unis.

2. Jamaïque

Les réserves internationales nettes de la Jamaïque atteignent le montant de 3,31 Mds USD pour mars 2021, soit un peu en dessous de

l'objectif fixé par le FMI (3,49 Mds USD). Une augmentation significative des réserves internationales du pays le mois dernier, résulte d'une hausse des actifs étrangers de la Banque de Jamaique (BOJ), qui totalisent en mars 2021, 4,24 Mds USD, contre 3,97 Mds USD déclarés pour février 2021.

3. Cuba

Le Venezuela pourrait produire l'un des vaccins cubains contre le COVID-19. Le Président Nicolas Maduro a annoncé, le 11 avril, la signature d'un accord bilatéral pour produire dans les laboratoires vénézuéliens le vaccin expérimental cubain « *Abdala* ». La production, estimée à 2 M de doses par mois, devrait débuter fin août 2021. Il a également annoncé que son pays participerait aux essais cliniques de phase 3 de ce vaccin, déjà débutée à Cuba depuis fin mars (auprès de 124 000 volontaires appartenant au secteur de la santé dans le cadre d'un test à grande échelle). Pour mémoire, les scientifiques cubains travaillent actuellement sur quatre projets de vaccins : *Mambisa* (en phase 1), *Soberana 1* (en phase 2), *Soberana 2*, et *Abdala* (en phase 3), ainsi qu'un cinquième, *Soberana +*, reformulation du *Soberana 1* à destination des personnes convalescentes de la maladie.

Le gouvernement cubain a annoncé, le 13 avril dernier, des nouvelles mesures visant à encourager la production d'aliments. Un paquet de 63 mesures, dont 30 sont considérées comme « d'urgence », concerne notamment la réduction des tarifs d'électricité, l'augmentation des prix d'achat de l'Etat aux producteurs, l'autorisation de la vente sur le marché libre de lait, des produits dérivés et de viande bovine, la modification des prix des intrants, ainsi que la mise en place de nouvelles mesures financières et fiscales favorables aux producteurs. A cette occasion, les autorités locales ont également annoncé le remplacement du Ministre de l'agriculture, M. Gustavo Rodriguez, par l'actuel premier Vice-Ministre, M. Ydael Pérez Brito. La sécurité alimentaire, considérée comme un sujet prioritaire à Cuba, a été au cœur des réformes engagées depuis 2008. Malgré une volonté politique d'accroître la production agricole et de réduire les importations de produits alimentaires, les statistiques du secteur ne se sont pas particulièrement améliorées, le pays importe encore près de 70% de ses besoins alimentaires.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 *Données officielles au 14 avril 2021*
Costa Rica	**225 343** *Décès : 3 044*
Cuba	**89 404** *Décès : 487*
Guatemala	**207 127** *Décès : 7 089*
Haïti	**12 855** *Décès : 251*
Honduras	**198 214** *Décès : 4 905*
Jamaïque	**43 054** *Décès : 692*
Nicaragua	**6 778** *Décès : 180*
Panama	**359 516** *Décès : 6 177*
El Salvador	**66 956** *Décès : 2 060*
République dominicaine	**259 260** *Décès : 3 402*